

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 37/2011 (République arabe syrienne)

Communication adressée au Gouvernement le 4 février 2011

Concernant: Abdul Rahman

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Abdul Rahman est un ressortissant syrien d'origine kurde. Il est écrivain, défenseur des droits de l'homme et membre du MAF, une organisation syrienne de défense des droits de l'homme.

4. Le 2 mars 2010, M. Rahman aurait été appréhendé à son domicile par des agents des services de renseignement de l'armée. Au moment de son arrestation, il était avec sa famille et une collègue militant également pour le MAF, Nadera Abdou. M^{me} Abdou a aussi été appréhendée par les militaires. D'après les informations reçues, ceux-ci n'ont présenté de mandat pour aucune des deux arrestations. Ils auraient fouillé les lieux sans produire de mandat de perquisition et auraient saisi des livres, un ordinateur et plusieurs déclarations du MAF qui n'avaient pas été publiées.

5. D'après les informations reçues, M. Rahman et M^{me} Abdou ont été emmenés à Alep, au siège des services de renseignement de l'armée. M^{me} Abdou a été libérée le 6 mars 2010 mais M. Rahman a été maintenu en détention. Bien que sa famille ait fait toutes les démarches possibles pour obtenir des informations sur son sort, les autorités n'auraient pas reconnu sa détention. M. Rahman a été détenu au secret avant de comparaître devant une juridiction militaire le 8 mai 2010 sans avoir pu faire appel aux services d'un avocat. Il a été inculqué d'appartenance présumée à une organisation séparatiste kurde interdite. Selon les informations communiquées, l'affaire devait être entendue par un juge d'instruction à Alep le 16 juin 2010.

6. La source affirme que l'arrestation et la détention de M. Rahman sont directement liées au fait qu'il ait exercé son droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Réponse du Gouvernement

7. Le Groupe de travail a transmis des communications au Gouvernement les 4 février et 10 juin 2011 et regrette que celui-ci n'ait pas fourni les informations demandées. Le Groupe de travail aurait apprécié la coopération du Gouvernement.

Délibération

8. En vertu de ses méthodes de travail révisées, le Groupe de travail est en mesure de rendre son avis dans cette affaire sur la base des communications dont il a été saisi.

9. En l'espèce, la première question qui se pose est de savoir si la privation de liberté résulte de l'exercice des droits et libertés consacrés par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

10. Le Groupe de travail a examiné le lien entre la détention de M. Rahman et l'exercice qu'il a fait du droit fondamental à la liberté d'expression. La source affirme que sa détention est directement et uniquement liée aux activités qu'il mène pour le MAF.

Le Groupe de travail n'a reçu du Gouvernement aucune information permettant de réfuter les allégations selon lesquelles il y a eu violation des garanties relatives aux droits de l'homme associées à la liberté d'opinion et d'expression.

11. Puisque le Gouvernement n'a pas contesté la recevabilité de la communication, le Groupe de travail ne peut que parvenir à la conclusion que la détention de M. Rahman constitue une restriction injustifiée de l'exercice du droit fondamental à la liberté d'opinion et d'expression. La privation de liberté de M. Rahman relève donc de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

12. En outre, M. Rahman n'a pas été présenté à un juge, en violation des dispositions du droit international relatif aux droits de l'homme, et a été privé de la possibilité d'être défendu par un avocat. Le Groupe de travail rappelle que la Cour suprême de sûreté de l'État, juridiction militaire d'exception dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel, ne respecte pas les garanties d'une procédure régulière.

13. Dans sa jurisprudence, le Groupe de travail a toujours estimé que le recours aux tribunaux militaires dans ce type d'affaires était contraire au droit international relatif aux droits de l'homme (voir par exemple l'avis n° 27/2008). Dans ses observations finales sur la République arabe syrienne, le Comité des droits de l'homme a indiqué qu'il demeurerait «préoccupé par les nombreuses allégations selon lesquelles les procédures des tribunaux militaires ne respectent pas les garanties énoncées à l'article 14 du Pacte» (CCPR/CO/71/SYR, par. 17). Dans ses observations finales sur le rapport initial de la Syrie, le Comité contre la torture s'est dit «profondément préoccupé par les allégations nombreuses, cohérentes et graves selon lesquelles cette juridiction ne fonctionne pas selon les normes internationales régissant les tribunaux» (CAT/C/SYR/CO/1, par. 11). Le Comité a ajouté que la Cour était «habilitée à prononcer des condamnations et imposer des sanctions pénales pour des crimes qui sont très vaguement définis» (ibid.). Enfin, dans son Observation générale n° 32 de 2007 sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, le Comité des droits de l'homme a réaffirmé que les garanties prévues à l'article 14 s'appliquaient aux juridictions de droit commun et d'exception, de caractère civil ou militaire (CCPR/C/GC/32, par. 22).

14. Le Groupe de travail est parvenu à la conclusion que dans le cas de M. Rahman, les violations du droit à un procès équitable, garanti par les articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par les articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, étaient d'une gravité telle qu'elles rendaient sa détention arbitraire. Par conséquent, la détention de M. Rahman relève également de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

15. Le Groupe de travail fait également observer qu'il a déjà rendu plusieurs avis similaires après avoir conclu que la République arabe syrienne n'avait pas respecté ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme (voir, par exemple, les avis n° 1/2011 et n° 26/2011). Le Groupe de travail rappelle à la République arabe syrienne qu'elle est tenue, en vertu de ses engagements au regard du droit international des droits de l'homme, de ne pas procéder à des arrestations ou détentions arbitraires, de libérer les personnes faisant l'objet d'une détention arbitraire et de leur accorder une indemnisation. L'obligation de respecter les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme incombe non seulement au Gouvernement, mais aussi à tous les fonctionnaires concernés, notamment les juges, les policiers et agents de sécurité et les membres de l'administration pénitentiaire investis de responsabilités en la matière. Nul ne peut contribuer à la perpétration de violations des droits de l'homme. Le Groupe de travail souligne également la responsabilité qui peut être retenue lorsqu'une détention arbitraire constitue un crime contre l'humanité en vertu du droit international coutumier.

Avis et recommandations

16. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Rahman est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10, 11 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et elle relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

17. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République arabe syrienne de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Rahman, et notamment de le libérer immédiatement et de lui accorder des réparations adaptées.

[Adopté le 1^{er} septembre 2011]
